

CHILI



siglo XXI

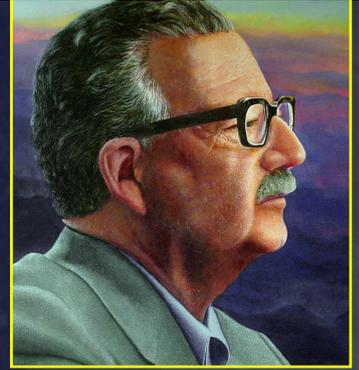
revue de presse – édition spéciale – 2008 – paf 2€

1908 - 2008 Centenaire de Salvador Allende



***l'hommage du monde au président
chilien, martyr de la démocratie***

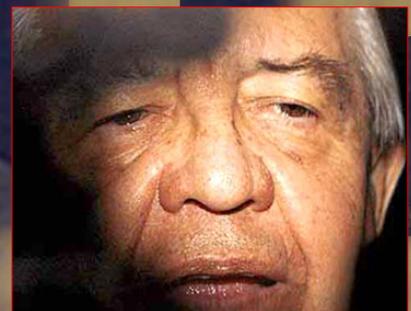
Allende



*Allende
Centenaire*



*Disparus français:
le procès à Paris
des bourreaux
chiliens reporté*



*Vaste coup de
filet parmi les
anciens sbires
de Pinochet*

CENTENAIRE DE SALVADOR ALLENDE

1908 - 2008

Les commémorations sont fastidieuses quand elles déroulent leur mécanique solennelle de discours et d'éloges ; en revanche, quand elles restituent un héritage et éclairent notre présent, elles sont non seulement utiles, mais nécessaires. C'est dans cette optique que nous fêtons cette année le centenaire de la naissance de Salvador Allende.

Allende est devant nous, à l'horizon de nos préoccupations les plus actuelles. Malgré les mutations du monde, nous sommes et restons *allendistes*, c'est-à-dire fidèles à une promesse politique que les années n'ont fait que raffermir. Beaucoup de places, de rues, d'écoles dans le monde entier portent aujourd'hui son nom et nous nous en réjouissons. Mais il est à craindre que, pour les générations futures, son action politique ne soit réduite aux lieux communs qui résument une époque : «socialisme», «révolution», «intervention américaine», «coup d'état». La célébration du centenaire devrait nous permettre de retrouver, à travers cette foule de clichés, la singularité du message de Salvador Allende.

Le Chili, 1970. Un petit pays du bout du monde va susciter



l'intérêt, la curiosité et l'admiration du monde entier. A la tête d'une coalition de forces de gauche, l'Unité populaire, Allende vient d'accéder au pouvoir pour réaliser un programme politique jamais vu : l'instauration progressive d'un modèle socialiste dans le cadre démocratique. Le projet est révolutionnaire, dans le sens le plus noble du mot, c'est-à-dire parfaitement nouveau. C'est «la voie chilienne au socialisme». Pas d'armes, pas de dictature, pas de soumission ; les urnes, la conscience politique du peuple, les lois. Les leçons du stalinisme semblent avoir été tirées, la guérilla comme alternative politique écartée, Allende n'avance pas en théoricien, ni en aventurier, il connaît son pays, il a été de toutes les luttes, il a

derrière lui des vieux partis avec une profonde assise populaire. Son objectif est clair et peut se résumer en un mot : plus de justice sociale.

La commotion sera terrible, l'opposition féroce, un grand pays comme les Etats-Unis sentira très vite grandir la menace et mettra tout en oeuvre pour l'abolir. Nous connaissons la suite. Allende mourra dans le Palais de la Moneda, pour faire comprendre aux générations futures, qu'entre la démocratie qu'il incarne et l'état d'exception qui va se mettre en place il ne saurait y avoir de continuité, mais crime, imposture et ignominie.

Le XXe siècle compte peu d'hommes politiques qui incarnent un projet d'avenir, Allende est l'un d'eux.



un nombre encore indéterminé et toujours croissant d'avenues, d'écoles et salles de sports, centres sociaux, places et complexes urbains portent de par le monde le nom du président martyr

dans le 7^{ème} arrondissement de Paris, ainsi que dans des dizaines de villes et communes de France



à Madrid et à Berlin, comme à Sofia, Bologne, Luanda, Toronto, Managua, Copenhague, Maputo, Bogotá, Vienne

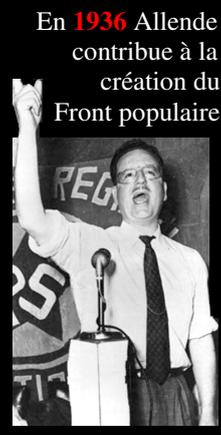


Jeune enfant en **1912**, petit écolier en **1915**, Allende a fait son service militaire en **1925** chez les Cuirassiers à Vina del Mar. Il commence ses études de médecine à l'université du Chili, en **1926**.



Vice président de la Fédération des étudiants en **1930**, Allende connaît sous la dictature d'Ibáñez la prison et l'expulsion.

Réintégré en raison de ses excellentes qualifications, il finit ses études en **1932**, rédige sa thèse pendant son internat et décroche son diplôme de médecin en **1933**. Il participe à la fondation du Parti Socialiste du Chili, le 17 avril à Valparaiso.



En **1936** Allende contribue à la création du Front populaire



100 ans, 1000 rêves...

C'est avec ce slogan que la Fondation Salvador Allende avait donné il y a un an, lors d'une cérémonie à ciel ouvert, le coup d'envoi des célébrations qui auront marqué le 100e anniversaire de la naissance de l'ex-Président chilien, le 26 juin 2008.

Pendant un an, se sont succédés des expositions d'art contemporain, un grand concert réunissant des artistes du monde entier, un colloque sur le «socialisme du XXIe siècle», ou encore la création d'un «Mur des Rêves», composé de vœux anonymes inscrits sur des petits papiers de couleur.

Première étape de cette année de commémoration, une cérémonie a rassemblé devant la Moneda, le Palais présidentiel chilien, plusieurs centaines d'anonymes, des artistes, mais aussi des membres du gouvernement de Michelle Bachelet, ainsi que d'anciens collaborateurs d'Allende.

Après avoir écouté le chanteur Manuel Garcia et sa chanson

«Lentes de Allende» (les lunettes d'Allende), le public a regardé le député socialiste, fille du mandataire défunt, Isabel Allende, et des enfants des quartiers pauvres qui l'accompagnaient retirer le drap qui cachait la sculpture de l'artiste chilien Carlos Altamirano. Cette œuvre de plus de 2,5 m de haut, et 5 m de long, placée pour l'occasion face à la Moneda, représente les lunettes brisées de Salvador Allende.

Une symbolique forte, puisque cette paire de lunettes brisée est le seul objet lui appartenant retrouvé dans les ruines du Palais présidentiel après le bombardement des sbires de Pinochet, le 11 septembre 1973.

Cette œuvre, qui n'a pas de nom, puisque l'artiste n'a pas voulu la nommer, représente le «Nunca más!» (Jamais plus!). Jamais plus de dictature, jamais plus de violations des droits de l'Homme. Et jamais plus le sacrifice d'un Président qui fut loyal envers son peuple» a déclaré Isabel Allende dans son discours.

Chili 11 septembre 1973...

Le Chili au cœur. En France comme ailleurs, dans les mois qui suivent le putsch du général Augusto Pinochet, pas un jour ne s'écoule sans qu'une manifestation, un meeting ou un concert du groupe « miraculé » Quilapayun (1) ne fasse entendre la colère du « peuple de gauche » européen. Cette vague de solidarité répond à la barbarie de la soldatesque. Les nouvelles de Santiago font frissonner : des dizaines de milliers de militants parqués dans le Estadio nacional, le martyr du chanteur Victor Jara, les tortures et les assassinats en masse, l'agonie de Pablo Neruda dans sa maison pillée...

Mais l'émotion tient aussi au symbole que l'Unité populaire est devenue aux yeux de millions de citoyens européens. Deux ans avant la victoire de Salvador Allende, l'année 1968, sur le Vieux Continent, a réveillé l'idéal du socialisme tout en portant, à Prague, un coup de grâce à sa caricature est européenne. Certains en ont



Le Cargo Cubain Presidente ALLENDE, construit au Japon en 1975



Le monument à Allende dans le parc Danube à Vienne, en Autriche



Plusieurs pays ont émis des timbres en hommage à Salvador Allende, parmi eux l'Equateur, la Hongrie, l'Uruguay, le Togo, le Vietnam, la Bulgarie, l'ex RDA, le Congo, Cuba et la Russie. Et depuis peu, le Chili.

Député en **1937**, il est également élu sous-secrétaire général du Ps. En **1938** le Front Populaire lance la candidature de Pedro Aguirre Cerda aux élections présidentielles. Allende est son chef de campagne à Valparaiso.



JEUNE MINISTRE DU FRONT POPULAIRE

En **1939** il rencontre Hortensia Bussi, qu'il épousera en **1940**. Il quitte sa fonction de député pour le Ministère de la Santé et des Affaires sociales sous la présidence d'Aguirre Cerda. Son livre «*La réalité médico-sociale chilienne*» est primé.



Il renonce en **1942** au portefeuille de la Santé pour prendre la direction du Ps. En **1945** il est élu Sénateur et en **1952** candidat aux présidentielles à la

tête d'un front uni. Allende visite l'Europe, l'Urss et la Chine et en **1954** est vice président du Sénat. En **1955** Allende dénonce au Sénat l'intervention soviétique en Hongrie. Il prône un «*socialisme aux bases libertaires*» respectueux de la libre détermination



DANS LES ALPES FRANÇAIS EN 1954

déduit la nécessité d'une « révolution », d'autres ont préféré miser sur une « voie pacifique » dont, en France, ils voulurent voir les prémices dans la signature du programme commun, en juin 1972. En 1973, communistes et socialistes placent donc leurs propres espérances dans le défi chilien, les débats politiques de Santiago s'imbriquant avec les leurs. « *S'il y a une leçon valable pour tous les pays à dégager de l'expérience du Chili, résume par exemple un livre communiste publié à l'époque, c'est sans aucun doute celle qui a conduit à cette conception de l'unité des forces populaires.* »

Bref, le 11 septembre au matin, l'assaut contre la Moneda semble écraser l'idée même de « voie pacifique » au socialisme. « *Continuez et sachez que s'ouvriront bientôt les grandes avenues où l'homme digne s'avancera pour construire une société meilleure* » : les derniers mots radiodiffusés d'Allende émeuvent d'autant plus qu'ils paraissent renvoyer à un lointain futur. De fait, le recours de la

grande bourgeoisie à l'armée, avec l'appui des Etats-Unis, a eu raison de l'Unité populaire au pouvoir.

Si le Parti communiste français tente d'esquiver le coup en insistant - soudainement - sur les différences entre Santiago et Paris, son homologue italien affronte le drame sur le fond, par une série de trois articles du secrétaire général Enrico Berlinguer.

L'autocritique du dirigeant transalpin concerne la sous-estimation, pour cause de « détente » entre l'URSS et les Etats-Unis, de la capacité de « *l'impérialisme et des forces réactionnaires de nombreux pays* » à « *contenir la lutte émancipatrice des peuples* ». Raison de plus pour en prendre conscience : « *Une profonde transformation de la société par la voie démocratique (...) ne peut se réaliser en Italie que sous la forme d'une révolution de la grande majorité de la population.* » Les indispensables réformes de structure exigent non seulement le consensus de forces de gauche, qui

atteindraient « *51 % des voix* », mais « *la coopération des forces populaires d'inspiration communiste et socialiste avec les forces populaires d'inspiration chrétienne* ».



Trente ans après, faut-il jeter le bébé - le fameux « *compromis historique* » - avec l'eau sale des magouilles d'appareil entre communistes et démocrates-chrétiens auxquelles il s'est réduit, un temps, en Italie ? Le socialisme bureaucratique connaît ses derniers soubresauts dans le monde, et pas une « minorité agissante » n'a réussi de révolution durable. Quant à la « voie démocratique », elle s'est enlisée dans les sables de la social-démocratie. Mais la piste, la vraie, suggérée par Enrico Berlinguer - qui fondera bientôt l'eurocommunisme - n'a été défrichée nulle part...

Dominique Vidal

des peuples. La gauche Chilienne constitue en **1958** un référent unitaire, avec 2 versants du Ps et le parti Communiste, et Allende en est le candidat. En **1959** il voyage à Cuba en solidarité avec la révolution cubaine. Il s'entretient avec Fidel Castro, le



«Che» Guevara et Camilo Cienfuegos. En **1961** il est réélu sénateur et candidat à la Présidence en **1964**. Il devient Président du Sénat en **1966**.

1967, il préside la délégation du Ps à la célébration du 50^e anniversaire de la révolution d'Octobre en Urss. En **1968** il condamne au Sénat l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. L'**Unité Populaire** (UP) est créée en **1969** et Allende son candidat en **1970**.



Le 4 septembre **1970** l'UP emporte les élections. Allende accède à la Moneda dans un climat d'euphorie populaire, mais aussi de graves tentatives de déstabilisation de la droite putschiste, secrètement soutenue par les Américains.



Le 11 juillet **1971**, dans une mesure approuvée à l'unanimité par la représentation nationale, Allende fait voter la nationalisation du cuivre, la principale richesse minière du Chili.





Une longue tournée le mène en 1972 au Pérou, au Mexique, aux Etats unis, en Algérie, l'U.R.S.S,

Venezuela et Cuba. Son discours à l'Assemblée de l'ONU est très longuement ovationné. Il y exalte les valeurs et la primauté de la démocratie face à l'agression internationale. Lors des élections parlementaires de mars 1973, l'UP augmente sa représentation.



Avec le soutien de la CIA, la droite intensifie sa lutte contre le gouvernement et multiplie les actions terroristes. Le patronat et les corporations organisent des grèves, bloquent le flux des denrées et matières essentielles. Allende ne s'écarte pas de la Constitution ni du droit.



Après plusieurs signes avant coureurs, une vaste conspiration déclenchée à la Maison Blanche avant la

prise de pouvoir d'Allende, relayée au Chili par la droite et l'armée, débouche sur le sanglant coup d'état du 11 septembre 1973. Retranché dans le palais de La Moneda, le président Salvador Allende résiste avec une poignée de proches avant de se suicider.

LE NOM TROUVE EDUARDO GALEANO

Dans la sierra mexicaine de Nayarit, se trouvait une communauté qui n'avait pas de nom. Cette communauté d'Indiens huichols se cherchait un nom depuis des siècles. Carlos Gonzalez l'a trouvé par hasard.



Cet Indien huichol était venu à la ville de Tepic pour acheter des semences et rendre visite à des parents. En traversant une décharge d'ordures, il ramassa un livre, jeté là. Il y avait bien des années que Carlos avait appris à lire dans la langue de Castille et, tant bien que mal, il y arrivait. Assis à l'ombre d'un avant-toit, il a commencé à déchiffrer les premières pages. Le livre parlait d'un pays bizarre que Carlos était incapable de situer mais qui ne devait pas être très loin du Mexique et il racontait une histoire récente.

Sur le chemin du retour, en montant la côte, Carlos a continué à lire. Il ne pouvait pas se détacher de cette histoire d'horreur et de bravoure. Le personnage central du livre était un homme qui avait tenu sa parole. En arrivant au village, Carlos a annoncé, euphorique :

- Ça y est ! Nous avons enfin un nom !

Et il a lu le livre à haute voix pour tout le monde. La difficile lecture a duré presque une semaine. Ensuite les cent cinquante familles ont voté. Toutes ont dit oui. Le baptême s'est terminé par des chants et des danses.

Maintenant, ils savent comment s'appeler. La communauté porte le nom d'un homme digne qui n'a pas hésité, à l'heure où il a fallu choisir entre la trahison et la mort.

- Je vais à **Salvador Allende**, disent maintenant les passants.

Eduardo Galeano
MEMOIRE DU FEU
PLON, Paris, 1993

DERNIERES PAROLES [..]

Il est certain qu'ils feront taire Radio Magallanes et le métal calme de ma voix ne vous rejoindra plus. Cela n'a pas d'importance, vous continuerez à m'entendre. Je serai toujours auprès de vous et vous aurez pour le moins, le souvenir d'un homme digne qui fut loyal envers la patrie.

Le peuple doit se défendre et non se sacrifier. Le peuple ne doit pas se laisser cribler de balles, mais ne doit pas non plus se laisser humilier.

Travailleurs de ma patrie ! J'ai confiance au Chili et à son destin. D'autres hommes dépasseront les temps obscurs et amers durant lesquels la trahison prétendra s'imposer. Allez de l'avant tout en sachant que bientôt s'ouvriront de grandes avenues par lesquelles passe l'homme libre de construire une société meilleure.

Vive le Chili ! Vive le peuple !
Vivent les travailleurs !

Ce sont mes dernières paroles. J'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain, il sera au moins une sanction morale : la punition de la félonie, de la lâcheté et de la trahison.

Salvador Allende

MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1973

François Mitterrand

«J'ai appris la nouvelle hier soir à Rennes de la bouche des camarades qui m'attendaient à l'aéroport de Saint Jacques. J'arrivais de Lyon, où l'on ignorait encore le putsch des militaires chiliens. [...] Peu avant minuit, j'apprenais le suicide de Salvador Allende. Ce matin, j'écoute les radios, je lis les journaux. Les informations filtrées par les rebelles sont sujettes à caution. Mais il est clair qu'ils tiennent la capitale et les principaux centres. Ce « golpe » savamment préparé et que l'on pressentait depuis des mois, l'Histoire du Chili en démentait l'approche : deux coups d'Etat en 150 ans et l'un avait échoué au bout de quelques jours. [...]

Dans la galerie de La Moneda qui conduit au bureau du président sont alignés les bustes des anciens chefs d'Etat. Salvador Allende me les présenta lors de la visite qu'avec Gaston Defferre et Claude Estier je lui fis en 1971. Je me souviens qu'il s'arrêta devant de celui de José Balmaceda. *« C'était un conservateur, dit-il, élu par la droite de l'époque, la droite de toujours. Mais ce conservateur qui était aussi un légiste ne put supporter l'atteinte au droit. Il se tua. Tous les Chiliens respectent sa mémoire. Son acte héroïque appartient à la conscience de notre peuple. Je pense qu'en se perdant, Balmaceda a sauvé l'essentiel. »*

Quelques heures avant notre départ, Allende nous demanda de revenir le voir. Gaston Defferre et Claude Estier n'ont pas plus oublié que moi ce moment. Debout derrière son fauteuil, accoudé au dossier, il parla longtemps. Ce ton grave, cette description précise des obstacles qu'il rencontrait, des affronts qu'il recevait, ce sentiment de solitude face au blocus américain, cet appel passionné à la compréhension, à l'amitié des démocraties, à la

solidarité des hommes, nous ont laissé une impression profonde. Nous étions devant l'homme qui incarnait cette expérience insolite, la Révolution dans la légalité. L'angoisse qu'il exprimait n'était rien à sa résolution. [...]

Salvador Allende a été élu président du Chili selon les normes constitutionnelles. La majorité populaire qui l'a désigné a été confirmée par le vote du Parlement. Il a constitué son gouvernement d'Unité Populaire avec les socialistes, les communistes, les radicaux, les socio-démocrates et

FRANÇOIS MITTERRAND
ET SALVADOR ALLENDE
A SANTIAGO EN 1971



propriété du plus grand banquier, et qui titrait, toutes colonnes à la une : «SALVADOR ALLENDE, MENTEUR ». Il n'y eut pas de poursuites pour « offense au chef de l'Etat ». Liberté de la presse ! Deux postes de radiotélévision sur trois appartenaient aux partis de l'opposition qui s'en servaient pour inciter à la violence. [...]



Septembre 1973, les leaders de l'Union de la Gauche manifestent à Paris contre le putsch au Chili : Paul Laurent, Georges Seguy, Georges Marchais, François Mitterrand, Edmond Maire et Michel Rocard

les chrétiens de gauche qui avaient soutenu, présenté sa candidature. Je ne connais pas le nom d'un seul responsable politique d'opposition, d'un seul prêtre catholique, d'un seul journaliste qui ait été persécuté, mis en prison pour délit d'opinion. Le général Schneider, commandant en chef, a été assassiné peu après l'élection du nouveau président. On accusa l'extrême gauche. Mais la vérité s'imposa : l'extrême droite avait voulu par ce crime soulever l'armée. Déjà le putsch. [...]

A Santiago, sous les fenêtres d'Allende, j'ai acheté un soir *El Mercurio*, le plus grand journal,

J'écris ces lignes en hâte. Sur Salvador Allende il y a tant à dire. Jeune ministre de la santé dans le gouvernement du Front populaire en 1938, parlementaire, président du Sénat, trois fois candidat à la présidence de l'Etat avant d'y parvenir, il pouvait se contenter d'être important. Mais il fut aussi le premier à rejoindre Fidel Castro et « Che » Guevara dans le grand combat qu'il symbolise à son tour parmi les héros d'une révolution qui annonce les temps nouveaux en Amérique latine.

François Mitterrand
La Paille et le grain (Extraits)
Flammarion, Paris, 1975

LA TRAGEDIE CHILIENNE

Raymond Aron



ARON par David Levitte

La vie et la mort du président Allende forcent également le respect. Jusqu'au bout fidèle à son serment constitutionnel, il n'a ni renoncé à son projet socialiste ni supprimé les libertés publiques.

C'est l'armée finalement, et non la coalition de gauche, qui a proclamé l'état de siège et suspendu le fonctionnement d'une démocratie longtemps donnée en exemple aux pays d'Amérique latine. Si la qualité des âmes pouvait suppléer à la qualité des idées, si un chef d'Etat n'était comptable que de ses intentions, l'histoire du Chili s'écrirait en noir et blanc : les démons en armes abattent la vertu du pouvoir.

Il suffit de se reporter aux dépêches qu'envoyaient depuis plusieurs semaines tous les correspondants de presse pour se convaincre que le coup d'Etat attriste plus qu'il ne surprend. Des deux côtés, on se préparait à l'épreuve de force ; des deux côtés, on s'organisait pour un combat que l'opinion prévoyait et redoutait tout à la fois. Inflation galopante, pénurie des produits de première nécessité, rationnement, marché noir, queues devant les magasins, épuisement des réserves de change : tel se présentait aux ménagères des villes le bilan

économique du socialisme à la chilienne.

Je ne déteste rien tant que les coups d'Etat militaires, même ceux que les circonstances et l'art permettent de dissimuler sous des apparences légales. Mais, en septembre 1973, ce que le commentateur ne peut ni ne doit oublier c'est que l'armée chilienne passait pour respectueuse des institutions, qu'elle le fut effectivement au cours des deux premières années du régime d'unité populaire, qu'elle sauva même le président Allende quand plusieurs chefs militaires acceptèrent d'entrer au gouvernement.

L'armée ne rompit finalement avec sa tradition et ses principes qu'à un moment où l'échec du président Allende était consommé. Elle n'intervint pas pour arrêter les progrès du socialisme - le président, face aux passions déchaînées et à une économie dégradée, ne songeait plus qu'à durer- mais pour prévenir une guerre civile.

Raymond Aron

« *La tragédie chilienne* »
(Le Figaro, 14 septembre 1973)

Raymond Aron, 1905-1983, philosophe, sociologue, politologue et journaliste français, promoteur du libéralisme. Pendant trente ans, il est éditorialiste au quotidien *Le Figaro*. Avec l'aide de Jean-Claude Casanova, il crée la revue *Commentaire*. Durant ses dernières années, il travaille à *L'Express*. Grâce à ses compétences multiples - économie, sociologie, philosophie, géopolitique - il se distingue et acquiert une grande réputation auprès des intellectuels. Ses convictions libérales et atlantistes lui attirent de nombreuses critiques des partisans de la gauche, comme de ceux de la droite.

LA DROITE ET LA VIOLENCE, UNE HISTOIRE ANCIENNE

Au Chili, entre 1970 et 1973, la droite chilienne a utilisé, entre autres, l'encouragement des extrêmes dans le but de déstabiliser le gouvernement d'Allende. Il s'agissait par tous les moyens d'empêcher le gouvernement d'accomplir son mandat car son assise sociale ne cessait de s'élargir, malgré les énormes difficultés auxquelles il était confronté. La menace d'une guerre fratricide était un des éléments essentiels de cette manipulation.



La droite et tous les partis politiques systémiques épuisent rapidement leur panoplie de mesures légales lorsque la pérennité du système est en jeu, pour n'employer que la violence. Ceci a été une constante dans l'histoire.

Afin de justifier le coup d'Etat les putschistes chiliens ont dû inventer de toutes pièces le fameux «**PLAN ZETA**» qui prévoyait, selon eux, l'élimination violente de tout opposant au gouvernement d'Allende.

J Carlos CARTAGENA

33 ANS APRES L'OPERATION COLOMBO VASTE COUP DE FILET PARMIS LES ANCIENS SBIRES DE PINOCHET

Le juge chilien Victor Montiglio a ordonné, le 25 mai à Santiago, l'arrestation de **98** anciens agents de la **DINA**, la redoutable police secrète du général Augusto Pinochet, accusés de la mort de 119 opposants à la dictature militaire (1973-1990). Les victimes, pour la plupart militants du Mouvement de gauche révolutionnaire (**MIR**), ont été assassinées en juillet 1975, au cours de l'opération "Colombo", après avoir été torturées. A l'époque, le régime militaire avait attribué ces décès à des règlements de comptes entre groupes de gauche chiliens ayant eu lieu en dehors du pays.

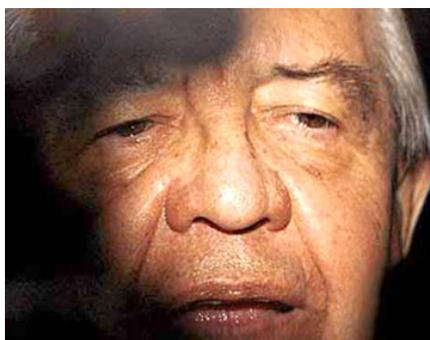
Les corps de quarante-deux des victimes n'ayant pas été retrouvés, les détenus pourraient être inculpés d'"enlèvements permanents". Cette figure juridique, revendiquée par le juge Juan Guzmán, rendu célèbre pour avoir inculpé à plusieurs reprises M. Pinochet, permet une interprétation inédite de la loi d'amnistie imposée en 1978 par l'ancien dictateur pour protéger les crimes commis par les forces armées. Le magistrat, aujourd'hui à la retraite, a démontré que les disparus ne pouvaient pas être déclarés morts tant que leurs cadavres n'avaient pas été retrouvés. L'accusation ne porte donc pas sur des homicides mais sur des enlèvements qui constituent des délits.

"Ces arrestations sont le résultat de trente-trois ans d'enquête", a précisé le juge Montiglio. Parmi les tortionnaires, militaires et civils, figure l'ancien chef de la DINA, le général Manuel Contreras. *"C'est un pas extraordinairement positif en faveur de la justice"*, estime la porte-parole de l'association des familles de détenus disparus, Mireya García.

Cette opération judiciaire est la plus importante dans le cadre des violations des droits de l'homme

commises pendant la dictature de Pinochet, qui a fait plus de 3000 morts et disparus. La présidente socialiste Michelle Bachelet avait elle-même été arrêtée et torturée. Des centaines de tortionnaires ont déjà été condamnés. En revanche, le général Pinochet est mort le 10 décembre 2006, sans avoir été jugé pour les crimes et les délits de corruption dont il était accusé.

Christine Legrand



MANUEL CONTRERAS, EL MAMO, EX GENERAL, CHEF DE LA DINA, UN DES PRINCIPAUX CHARGES DE LA REPRESSION SOUS PINOCHET, IMPLIQUE DANS LA PLUPART DES CAS D'ATROCITES ET GENOCIDE. CONDAMNE A LA PERPETUITE, IL PURGE SA PEINE DANS UN SITE MILITAIRE CINQ ETOILES

COLOMBO, UNE CRUELLE OPERATION D'INTOX POUR CACHER UN MASSACRE

La journaliste chilienne Mónica González rappelle ce plan destiné à couvrir l'assassinat de dizaines d'opposants politiques.

Le 23 juillet 1975, un frisson d'horreur s'empare des rues de Santiago et d'autres villes chiliennes. A la une des journaux autorisés par la dictature de Pinochet s'affichent les titres suivants : "Le MIR assassine 60 de ses hommes à l'étranger" (*La Tercera*), "Des miristas exterminés comme des rats" (*La Segunda*), "On a identifié les corps de 60 miristas

assassinés par leurs compagnons d'armes" (*El Mercurio*), "Offensive sanglante du MIR à l'étranger" (*Las Ultimas Noticias*). Les journaux publient la liste de 119 Chiliens exécutés par leurs compatriotes à Salta, en Argentine. Et rappellent que tous figuraient également sur la liste des prisonniers disparus pour lesquels un habeas corpus avait été présenté devant la justice. A l'époque, plusieurs organismes internationaux exigent par ailleurs de la junte militaire des informations sur ces prisonniers. "Voilà qui fait la preuve du mensonge fabriqué par les marxistes sur l'action des services de sécurité", répète à l'envi la dictature, tandis que les familles, amis et compagnons des disparus sont au désespoir.

La terreur règne alors. Des automobiles sans plaque d'immatriculation parcourent les rues pour enlever des citoyens qui disparaissent sans laisser de trace et sans que personne n'annonce leur arrestation. Mais ils sont des milliers à savoir que ces 119 Chiliens ont été emprisonnés au Chili. Pour chacun d'entre eux, les tribunaux avaient reçu un récit détaillé de l'enlèvement et même des témoignages de personnes les ayant vus dans les prisons secrètes de la dictature. Et, alors que toutes les preuves avaient été réunies, qu'on avait frappé à toutes les portes et affronté le silence brutal des juges, on apprenait qu'ils avaient été assassinés par leurs propres camarades en Argentine.

L'information est apportée par deux publications, le journal brésilien *Novo O Dia*, de Curitiba, et la revue *Lea*, à Buenos Aires : le premier fait état, le 25 juin 1975, de l'assassinat de 59 militants du MIR, dont il donne les noms, au cours d'"affrontements avec les forces du gouvernement argentin à Salta", et la seconde publie le 15 juillet une nouvelle liste de 60 "extrémistes chiliens éliminés par leurs propres compagnons d'armes".

Il allait falloir patienter dix ans pour éclaircir le mystère d'*O Dia*, un vieux journal brésilien qui reparut seulement le 25 juin de cette année-là pour rendre publique la liste des 59 extrémistes "assassinés" par leurs camarades.

En août 1992, après le retour de la démocratie, je me suis rendue à la mairie de Santiago, chez le directeur de la communication, Gerardo Roa, qui exerçait déjà cette fonction sous la dictature. Il dut alors reconnaître que c'était lui qui avait négocié la réparation d'*O Dia* et qu'il avait reçu les instructions et la liste des personnes assassinées du chef de la DINA [police secrète de la dictature chilienne], Manuel Contreras. Quant à la revue argentine *Lea*, dont le directeur était Juan Carlos Viera, elle était éditée par Codex, un organisme placé sous la tutelle du ministère du Bien-Etre social, alors dirigé par José López Rega, également chef de la Triple A [Alliance anticommuniste argentine]. Cette parution à 20 000 exemplaires fut elle aussi unique : *Lea* n'est plus jamais sortie dans les kiosques.

On retrouva le nom donné à cette opération ainsi que les détails de son organisation à l'étranger dans les archives secrètes de la DINA conservées par son agent à Buenos Aires, Enrique Arancibia Clavel (condamné à la prison à perpétuité pour l'assassinat du général Carlos Prats et de son épouse et aujourd'hui en liberté à Buenos Aires) ; je retrouvai moi-même ces informations dans les archives judiciaires de ce pays en 1986. C'est ainsi qu'on apprit que la DINA avait donné à ce massacre le nom d'"opération Colombo". Il a fallu trente-trois ans pour que justice soit faite par un tribunal pour l'assassinat le plus massif d'opposants chiliens accompli avec la complicité des services de sécurité argentins et de journalistes du Chili et d'Argentine. Mais il reste encore bien des horreurs à découvrir.

MONICA GONZALEZ

LES QUATRE DISPARUS FRANÇAIS AU CHILI COUR D'ASSISES REPORTE LE PROCES CONTRE 15 BOURREAUX CHILIENS



12 DES 15 ACCUSES DU PROCES QUI DEVAIT SE TENIR A PARIS EN MAI, DES OFFICIERS DE L'ARMEE RESPONSABLES DE LA REPRESSION POLITIQUE SOUS LA DICTATURE DE PINOCHET, PLUS UN COMPLICE CIVIL, CHEF D'UNE SECTE NEONAZI INSTALLEE AU SUD DU CHILI

Le procès contre 15 des responsables de la dictature du Général Augusto Pinochet (1973-1990), qui devait se tenir devant la Cour d'Assises de Paris du 19 au 23 mai, a été, mardi 6 mai 2008, reporté sine die, en raison de difficultés relatives aux citations diffusées dans plusieurs pays étrangers.

Ces 15 accusés sont jugés pour arrestation, séquestration avec actes de torture et de barbarie, à l'encontre de quatre citoyens français : **Alphonse Chanfreau**, **Jean-Yves Claudet**, **Georges Klein** et **Etienne Pesle**.

Alphonse-René Chanfreau, étudiant arrêté le 30 juillet 1974, a été emmené à Villa Grimaldi, le plus grand centre de torture de la dictature Chilienne, et ensuite transféré à la "Colonia Dignidad", une communauté sectaire fondée par un ancien nazi au Chili, d'où il n'est jamais ressorti.

Jean-Yves Claudet, chimiste, a disparu le 1er novembre 1975, à Buenos Aires, dans le cadre du Plan Condor, alliance criminelle passée entre les différentes dictatures du cône Sud.

Georges Klein, médecin, conseiller du président Salvador Allende, a été arrêté et a disparu suite à l'attaque du Palais de la Moneda, le 11 septembre 1973.

Etienne Pesle, ancien prêtre, a été arrêté à Temuco le 17 septembre 1973

par l'Armée de Terre et a postérieurement disparu.

Au-delà des 15 personnes visées, c'est en fait l'ensemble de la dictature chilienne et de ses pratiques criminelles qui sont mis en accusation.

A Paris, l'association **France Amérique Latine**, la **Ligue des droits de l'homme**, la **Fédération internationale des droits de l'homme** et à Santiago le **Codepu**, parmi d'autres, ont vivement déploré le report de ce procès historique attendu par les victimes et les organisations de défense des Droits de l'Homme depuis plus de trente ans.



JOSE OSVALDO RIVEIRO, OFFICIER ARGENTIN RESPONSABLE DES DISPARITIONS DE FRANÇAIS

Invitent
Parti communiste Français et
Parti communiste Chilien en France

Soirée d'hommage à l'ancien Président du
Chili, Salvador Allende, à l'occasion du
Centenaire de sa naissance.

Allende 100

18h30 : Colloque Salvador Allende
21h00 : Soirée artistique et culturelle



Vendredi 17 octobre 2008

Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien – 75019 Paris

Web <http://salvador-allende-france.blogspot.com>

